

DEUX RÉSEAUX DE TRAFIC DE DROGUE DÉMANTELÉS

# 1 kg de cocaïne saisi à Alger

**Sale temps pour les trafiquants de drogue au niveau de la capitale. Ainsi, après le démantèlement du réseau international qui a vu l'arrestation de cinq tunisiennes, les services de la police judiciaire des Sûretés de daïra de Baraki et de Bir-Mourad-Raïs relevant de la Sûreté de wilaya d'Alger ont réussi un véritable coup de filet.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Deux bandes criminelles spécialisées dans le trafic de drogue, soit de la cocaïne et de la résine de cannabis, ont été mises hors d'état de nuire, a-t-on constaté hier au niveau de la Sûreté de daïra de Baraki à l'est de la capitale.

Les deux bandes, l'une composée de trois personnes, deux hommes et une femme, et l'autre de deux hommes dont la moyenne d'âge varie entre 22 et 35 ans, ont été démantelées après plusieurs jours d'investigation. La quantité de drogue saisie s'élève à 1 kg de cocaïne (dure) et 300 grammes de résine de cannabis. Une quantité

importante d'armes blanches (cou-teaux, épées, fusils à signal), ainsi que des téléphones mobiles et deux véhicules ont été récupérés par les services de police lors des deux arrestations. Selon des responsables de la police, «c'est grâce à un travail d'investigation et de filature qui a duré plusieurs jours que les enquêteurs de la police judiciaire des Sûretés de daïra de Baraki et de Bir Mourad Rais ont réussi à démanteler ces deux réseaux criminels. Deux personnes de la première bande ont été interpellées au niveau d'Alger-Centre, alors que les autres ont été arrêtées au niveau des localités de Baraki et de Bir-Mourad-Raïs». Ce

nouveau coup de filet opéré par les services de police est intervenu après celui du 17 juin dernier. Il s'agissait d'un réseau criminel international de narcotrafiants démantelé à Alger suivi par la saisie de 6 kg de cocaïne. Les personnes mises en cause sont toutes des femmes de nationalité tunisienne. Selon la police, «cette opération qualitative et inédite a permis l'arrestation de cinq jeunes filles de nationalité tunisienne, membres d'un réseau criminel international de narcotrafiants spécialisés dans le trafic de drogues dures. Les mises en cause tentaient de faire passer la drogue vers l'Europe via l'Algérie».

En effet, les cinq personnes mises en cause âgées de 24 à 38 ans sont parties du Brésil à destination des Emirats arabes unis (Dubai), puis l'Algérie où elles ont été interpellées et empêchées de rejoindre l'Europe. Placées sous surveillance depuis six mois après constat de leurs déplacements sans motif en Algérie, les mises en cause



Photos : DR

C'est le deuxième coup de filet opéré par les services de police.

ont été interpellées à Alger-Centre et Dar El Beïda (sur trois étapes en l'espace de quatre jours) en possession de 5,734 kg de cocaïne pure.

Les jeunes filles avaient été enrôlées en Tunisie par un réseau criminel international qui a exploité leur situation sociale difficile, profitant de l'absence de visas entre la Tunisie et le Brésil pour assurer leurs déplacements.

Le réseau a eu recours à de nouveaux procédés pour dissimuler la drogue dans des sacs à main et des valises à double fond indétectable par le scanner. Ces sacs et valises en question sont fabriqués clandestinement dans des ateliers au Brésil et destinés aux réseaux de trafic de drogue.

A. B.

## COMMERCE INFORMEL DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET PRODUITS PÉRISSEBLES

### «Il faut être rigoureux avec ces vendeurs»

**Des associations de protection du consommateur appellent les autorités à lutter rigoureusement contre le commerce informel des produits alimentaires et produits périssables. De même pour les commerces de friperies. Pour elles, il est question de préserver la santé des consommateurs.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - La Fédération algérienne des consommateurs (FAC) appelle les consommateurs à boycotter le commerce informel surtout les produits alimentaires et les produits périssables qui touchent à la santé publique.

«La vente de produits alimentaires et autres produits périssables sur les trottoirs et dans la rue, expo-

sés au soleil et à la poussière est un danger public et porte atteinte à la santé du consommateur», a souligné son président, Zaki Hariz, hier, au forum du quotidien *DK News*, à Alger.

Interpellant les autorités publiques sur ce «danger», il estime qu'on doit être «très rigoureux» avec les vendeurs informels des produits qui ont un impact sur la santé publique. «Il faut œuvrer pour l'éradication de tout commerce informel de produit qui touche à la santé publique», dit-il.

Du même doigt accusateur, il pointe le commerce de la friperie. Une activité interdite en Algérie mais qui continue à sévir grâce à son approvisionnement par la voie précise-t-il, «de la contrebande».

«Après l'interdiction de l'importation de la friperie, les autorités ont levé les mains sur cette activité. Pourtant, ces marchandises constituent un danger sur la santé publique, d'autant qu'il n'y a aucun contrôle d'hygiène et aucune analy-

se», ajoute-t-il. Intervenant à son tour, le président de l'Association Aman de protection des consommateurs de la wilaya d'Alger, Hacène Menouar, affirme qu'en l'absence de décisions politiques fortes, l'éradication du commerce informel demeure un «rêve irréalisable». «Ça ne sert à rien de dénoncer l'informel juste pour le dénoncer. Aujourd'hui, il faut trouver des solutions qui pourraient minimiser les dégâts que peut engendrer ce fléau», dit-il.

Un fléau qui, selon lui, prend de l'ampleur à cause du manque d'infrastructures de commerce telles que les hypermarchés. «Alger dispose de trois hypermarchés, tous basés dans la même commune. Ce qui reste insuffisant et favorise par la même la prolifération des commerces informels», argue-t-il.

Hacène Menouar plaide pour la création d'une police sanitaire. «Dans les différents points de contrôle des services de sécurité, l'on vérifie le port de la ceinture de sécurité et le

respect d'autres dispositions du code de la route. Pourquoi, l'on n'intervient jamais lors du passage d'un camion chargé de bouteilles de boissons ou d'eau et dont la marchandise est exposée au soleil ?», s'interroge-t-il.

Il signale également l'«indifférence» des services de sécurité face à toutes ces installations de grillade ou de frigos sur la voie publique. «Les policiers sont à cheval sur le respect du code de la route par les automobilistes mais n'accordent aucune attention à toutes ces rôtisseries de fortune, frigos et présentoirs qui squattent les trottoirs à longueur de journée, pourtant interdits par la loi», dit-il encore.

Le président de l'Association Aman plaide, par ailleurs, pour la mise en place d'une autorité de régulation de la publicité audiovisuelle afin dit-il, de «réguler les spots publicitaires notamment ceux qui touchent à la santé du consommateur».

Ry. N.

## LA PRÉCARITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL VUS PAR LA MINISTRE DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE

### «Qui est pauvre et qui va être inscrit sur la liste des pauvres ?»

**L'Algérie entre dans un processus de crise économique. Cette crise va, c'est certain, impacter négativement la classe moyenne du pays. Votre département a-t-il fait une projection sur la pauvreté en Algérie ? C'est la question que nous avons adressée, ce lundi après-midi, à la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mounia Meslem, à l'issue de sa visite dans la wilaya de Boumerdès.**

La question l'agréait d'autant qu'elle voulait une oreille qui écoute sa vision dans ce dossier. Voici sa réponse. «La question est d'actualité, elle est pertinente et revêt un caractère politique et je vais répondre en toute franchise. L'Algérie vit une crise financière. Elle n'est pas la seule à vivre cette crise. L'Etat dans de telles crises est obligé de tracer un programme pour ne pas reculer en matière de solidarité et pour préserver

les acquis sociaux de la population. Justement, il n'y pas que le ministère de la Solidarité nationale pour protéger ces acquis sociaux. Il y a effectivement l'école, la santé, le logement qui sont impliqués. Le ministère de la Solidarité intervient en direction des couches diminuées. Un volet important que je souhaite souligner avec clarté. En Algérie, à ce jour, nous n'avons pas un nombre précis de pauvres. De plus, nous

n'avons pas encore établi une définition exacte de celui qui est pauvre. A cet effet, nous avons demandé aux économistes et autres experts de nous fixer les normes définissant ce qui est un citoyen pauvre. C'est à partir de ces normes que nous établirons des statistiques sur la pauvreté en Algérie.» Pour la ministre, le développement social ayant comme corollaire la famille productive est l'arme contre la précarité ou l'assistance. «L'Algérie, à travers tous les secteurs concernés (la solidarité, la formation professionnelle, l'agriculture, l'artisanat, le tourisme, l'industrie ndlr), est maintenant interpellée pour mettre en place une nouvelle stratégie en incluant les programmes d'aides existant pour aller vers le développement social. Au niveau de la Solidarité nationale, nous avons

des programmes comme l'Angem qui attribue des micro-crédits ou l'ADS qui gère d'autres programmes. Nous allons donc orienter ces programmes vers les jeunes dans des situations de précarité. Notre objectif est de rétrécir la catégorie des pauvres et, par conséquent, agrandir celle de la classe moyenne. Ce serait vraiment une catastrophe de ne pas avoir une classe moyenne la plus large possible, surtout en période de crise.»

En matière de développement social, madame Meslem ne cache pas son admiration pour le modèle vietnamien qui, d'après elle, a réussi. «Je n'ai aucun complexe à reproduire, en Algérie, un modèle social étranger qui a donné des résultats probants», dira-t-elle au début de sa visite.

Abachi L.

## CONTRIBUTION

### Affaire général Benhadid, le terrible châtiment

Un homme gravement malade est en prison. Depuis plus de neuf longs mois, il attend que la justice fasse son travail. A cause d'une opinion, le général Hocine Benhadid est poursuivi pour crime. Il lui est reproché, pour avoir cité tout particulièrement l'actuel vice-ministre de la Défense, de participer en connaissance de cause à une entreprise de démoralisation de l'armée ayant pour objet de nuire à la Défense nationale. Il risque 10 ans de réclusion. A ce jour, et à part l'interrogatoire au fond intervenu sept mois après son incarcération le 1<sup>er</sup> octobre 2015, le général Benhadid attend de connaître les charges de son crime.

Le ministère de la Défense nationale n'a pas porté plainte. Et aucune autre personne n'a été entendue à titre de témoin, ou poursuivie comme complice dans cette entreprise de démoralisation. Le général Benhadid est victime d'une machination judiciaire orchestrée afin qu'il expie son crime de lèse-majesté par la purge totale des délais de la détention provisoire en matière criminelle dont la durée minimale est de 12 mois, sans compter la prolongation de 4 mois accordée au juge d'instruction.

Cette machination inhumaine qui, au-delà de l'instrumentalisation éhontée de la justice où l'information judiciaire se transforme en condamnation sans procès, s'attaque sans triomphe ni gloire à un homme gravement malade abandonné à son sort carcéral par l'inconscience coupable de ceux-là mêmes qui sont les garants de sa sûreté et de sa liberté.

Le terrible châtiment dont le général Benhadid ne finit pas de payer le prix à cause d'une opinion fût-elle outrageante est une tache de boue fixée à jamais sur le fronton de la justice algérienne.

**M<sup>e</sup> Khaled Bourayou, avocat**